

LA CHRONIQUE DE... MICHEL GODET (\*)

## Triste Cuba !

**I**l faut aller à Cuba avant qu'il ne soit trop tard pour connaître une société se réclamant du communisme et du socialisme révolutionnaire sans économie de marché. Sur ce plan je n'ai pas été déçu et j'ai même rajeuni de plus de trente ans, retrouvant comme dans l'Europe de l'Est des années 1970 les mêmes impressions de tristesse des magasins d'État aux rayons désespérément vides. Font exception quelques endroits où l'on peut payer en pesos convertibles.

Je dois donner une conférence à l'université de La Havane sur les méthodes de prospective stratégique. Deux jeunes universitaires cubains m'accueillent et j'aborde la situation du pays. À mon grand étonnement, ils me déclarent considérer Fidel Castro comme un héros de la résistance face à l'impérialisme américain et pour eux Hugo Chavez est un Zorro des temps modernes qui les aide à surmonter l'embargo sur leur pays. Il est vrai que l'Amérique a, depuis 1898, un lourd passé à Cuba.

L'omniprésence américaine n'a cessé qu'avec la chute du régime Batista en 1959. Le peuple cubain paye pour sa résistance et la politique de fermeture de Bush ne fragilise pas le régime mais renforce la cohésion nationale d'un peuple assiégé, fier de ses indicateurs de développement humain. Avec 77 ans d'espérance de vie et un taux d'alphabétisation proche de 100 % Cuba se place loin devant la première puissance économique mondiale. En termes de niveau de vie par habitant, le Cubain a dix fois moins pour vivre qu'un Français. Il est vrai aussi que les études sont gratuites et que tous les enfants de paysans peuvent devenir médecins, ingénieurs, cadres.

Mais la médaille a son revers : on manque de bras pour couper la canne à sucre et développer les cultures vivrières, et aussi dans le bâtiment pour restaurer les magnifiques bâtiments coloniaux classés au patri-



PLANPICTURE/DEFOLO

ils font semblant de travailler. Le personnel est souriant avec un service d'une lenteur bureaucratique.

D'autres Cubains s'en sortent en transformant leurs maisons en *paladares*, ces gîtes pour touristes où l'on mange beaucoup mieux que dans les restaurants d'État. Cette activité privée est le seul moyen officiel d'accéder aux fameux pesos convertibles. Mais cette poussière d'activité privée dans un océan d'emploi public est aussi très surveillée et fortement taxée par les autorités, qui brident son développement. Se déplacer dans l'île est facile à condition de trouver son chemin : il n'y a pour sortir ou entrer dans la capitale aucune indication. On trouve bien des panneaux tous les 100 mètres mais il s'agit de propagande du type « le socialisme vaincra », « Bush = Hitler ». Internet n'est accessible qu'à moins de 5 % de la population.

Difficile de savoir si cet isolement doit être imputé aux Américains ou si c'est un des aspects de la censure politique. L'information est muselée à la radio et à la télévision. Le pays est verrouillé par le parti et l'omniprésence policière. Les Cubains n'ont pas le droit de voyager, de pêcher la crevette ou la langouste, de consommer de la viande de bœuf, d'accéder à certains sites touristiques réservés aux étrangers. Ils ne peuvent acheter une voiture neuve

mais seulement la recevoir en héritage, d'où l'incroyable survie, dans le génie du bricolage, des belles américaines des années 1950. Dans les campagnes, c'est la voiture à cheval qui reprend le dessus y compris pour les transports en commun. Il y a certes des camions mais aussi des calèches sur les autoroutes. On se croirait dans la France des années 1930 !

**Responsabilité du touriste.** La plupart des Cubains qui ont accepté de parler (à condition de ne pas les citer) ont tenu un autre discours que les universitaires de La Havane : ils aimeraient pouvoir travailler et gagner leur vie normalement et ils attendent la libération économique du pays en espérant que Raul Castro va engager des réformes en ce sens. Suggérons que l'Amérique lève toute restriction dans les échanges avec Cuba, ce serait le meilleur moyen de propager les idées de démocratie, de pluralisme et de libre circulation des idées qui vont de pair avec l'économie de marché.

Posons aussi la question de la responsabilité sociale du touriste (comme il y a celle de l'entreprise) : en apportant leurs précieuses devises, ils prolongent la survie d'un régime sous perfusion, dont la dictature n'a que trop duré. Ainsi, ce régime s'effondrera comme naguère le mur de Berlin ! ■

(\*) Membre du Conseil d'analyse économique, auteur du « *Courage du bon sens* », Odile Jacob, 2008.



“LES CUBAINS ATTENDENT LA LIBÉRATION ÉCONOMIQUE DU PAYS EN ESPÉRANT QUE RAUL CASTRO VA ENGAGER DES RÉFORMES EN CE SENS.”

moine mondial de l'Unesco. On peut craindre qu'une libéralisation économique trop tardive et spéculative ne vienne un jour rayer de la carte ces joyaux d'un riche passé. En revanche, les mêmes cadres diplômés sont payés en misère (l'équivalent de 20 euros par mois en monnaie locale), dans un pays où, à part le riz et le pain, très bon marché mais rationnés, tout s'achète en pesos convertibles. Aussi, beaucoup préfèrent servir dans les hôtels où les pourboires d'une journée peuvent représenter l'équivalent d'un mois de salaire. On fait semblant de les payer, alors